

PERSPECTIVES EN MATIÈRE
D'INVESTISSEMENT DURABLE 2026

Tenir la note

PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT
DURABLE 2026

Tenir la note

Sommaire

1. Introduction	3
2. Trois thèmes clés	8
3. Ce qui nous attend en 2026	12

Les Perspectives en matière d'investissement durable 2026 ont été rédigées par Rachel Whittaker (responsable de la recherche Sustainable Alpha) et Masja Zandbergen (responsable de l'intégration de la durabilité).

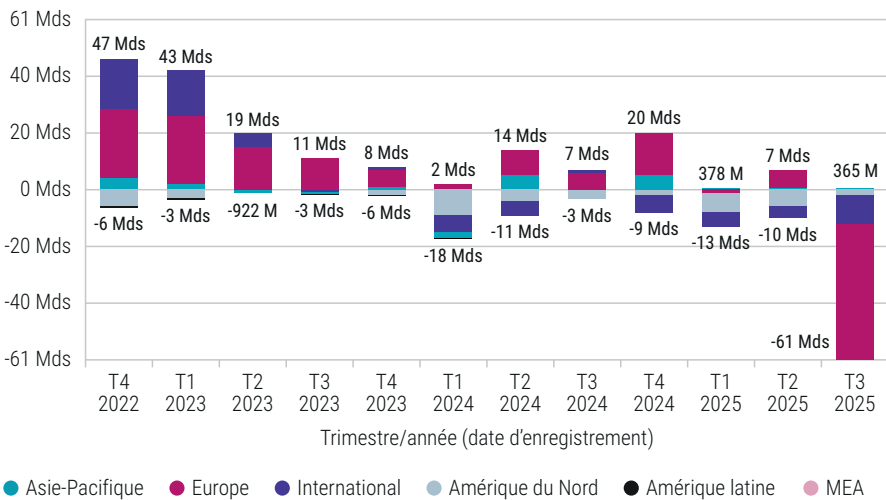
1. Introduction

L'investissement durable (ID) en 2025 s'est fait discret, enregistrant des sorties nettes modestes des fonds ouverts et des ETF labellisés comme durables au cours des neuf premiers mois. La tendance générale est restée stable depuis près de deux ans, hormis quelques fluctuations ponctuelles, et nous ne discernons pas de catalyseurs évidents susceptibles d'en modifier le rythme en 2026. Les lancements de fonds se sont poursuivis, bien qu'à un rythme moins soutenu, mais la croissance du marché a porté le total des actifs sous gestion durables à 3 700 milliards de dollars à la fin du mois de septembre.¹

1. Flux de fonds durables Morningstar Global : Bilan du troisième trimestre 2025.

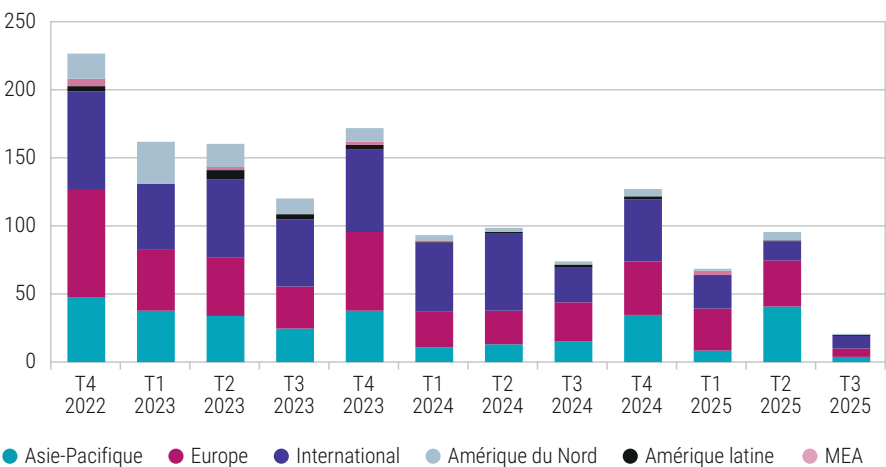
Comme mentionné dans nos perspectives à cinq ans, nous anticipons une hausse de l'allocation de capitaux vers les stratégies de transition climatique au cours des prochaines années, 2026 devant se focaliser sur la gestion des risques climatiques physiques et l'identification des opportunités d'investissement associées. À court terme, les investisseurs durables devraient s'engager davantage dans la chaîne de valeur de la sécurité et de la défense. Après l'essor des investissements dans les infrastructures d'IA et la forte performance des valeurs technologiques cette année, les impacts de l'IA sur la gouvernance et la durabilité deviendront une priorité majeure en 2026. Les thèmes liés à la durabilité doivent rester au cœur des préoccupations des investisseurs traditionnels et des investisseurs durables. Pour les investisseurs actifs, la question des restrictions aux droits des actionnaires aux États-Unis demeure malheureusement sans solution.

Graphique 1 : Flux de fonds durables : Globalement stables depuis fin 2023



Source : Broadridge Global Market Intelligence. Accent uniquement sur Actions/Obligations/Multi-actifs et ESG. Données au 5 novembre 2025. Au troisième trimestre 2025, les résultats ont été influencés par le transfert d'actifs d'un seul fonds de pension vers un mandat ESG personnalisé ; la tendance sous-jacente reste conforme aux trimestres précédents.

Graphique 2 : Les lancements de nouveaux fonds durables continuent de ralentir en 2025

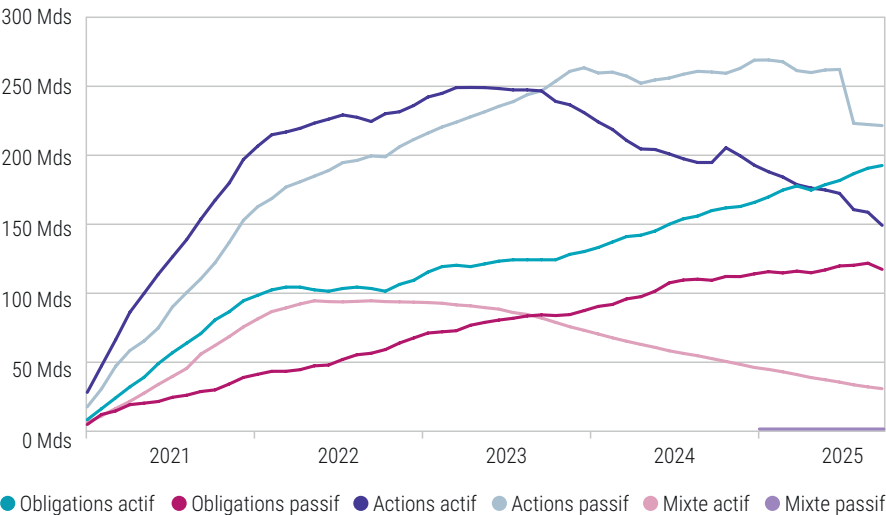


Source : Broadridge Global Market Intelligence. Accent uniquement sur Actions/Obligations/Multi-actifs et ESG. Données au 5 novembre 2025.

Où affluent les capitaux durables ?

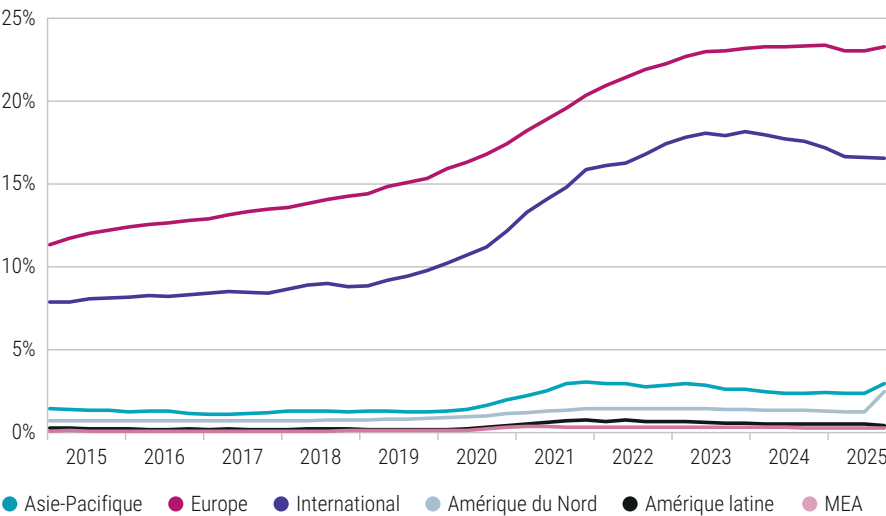
Si les fonds ID ont enregistré des sorties de capitaux partout dans le monde en 2025, il existe des poches de solidité relative. Les obligations durables ont mieux résisté que les actions, et les stratégies passives se sont montrées légèrement plus stables que les stratégies actives. L'envolée des flux de fonds ID observée au début des années 2020 s'est nettement atténuée, mais la tendance ne s'est pas inversée. Les flux nets des deux dernières années demeurent globalement stables, indiquant que l'ESG n'est pas « mort », comme certains commentateurs l'ont laissé entendre, mais qu'il a simplement connu une phase de correction. Nous pensons que le sentiment restera stable au cours des 12 prochains mois, les préoccupations géopolitiques étant au centre de l'attention des investisseurs. Aux États-Unis, le sentiment anti-ESG semble être minoritaire, tandis que la majorité des investisseurs affiche une attitude globalement ambivalente.

Graphique 3 : Flux sortants Actions, flux entrants Obligations



Source : Broadridge Global Market Intelligence. Accent uniquement sur Actions/Obligations/Multi-actifs/Mondial et ESG. Données au 5 novembre 2025.

Graphique 4 : Stabilisation des actifs sous gestion durables dans toutes les régions



Source : Broadridge Global Market Intelligence. Accent uniquement sur Actions/Obligations/Multi-actifs/Mondial et ESG. Données au 5 novembre 2025.

L'investissement thématique durable, en particulier dans les énergies propres, pourrait tirer son épingle du jeu en 2026. Les performances des principaux ETF axés sur les énergies propres et l'eau se sont récemment améliorées, signe possible d'un retour à des conditions favorables et à des flux plus positifs.

Graphique 5 : Progression des indices actions thématiques en 2025²



Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. La valeur de vos investissements peut fluctuer. Source : Bloomberg. Données au 4 novembre 2025. Les performances représentent les performances moyennes des indices Actions thématiques des secteurs des énergies propres, du solaire, de l'éolien, des VE et de l'eau. Les données sont exprimées en dollars US.

Du côté obligataire, l'émission d'obligations GSSS (vertes, sociales, durables et liées à la durabilité) a connu un ralentissement en 2025, mais la valeur totale du marché dépasse aujourd'hui les 3 000 milliards de dollars US. Le segment Utilisation des produits, en particulier les obligations vertes et de durabilité, a fait preuve de résilience, tandis que les obligations liées à la durabilité ont perdu des parts de marché. Les institutions financières se sont redressées, sous l'impulsion des banques de la région APAC et des banques européennes.

2. Les indices suivants sont utilisés :

Pour les énergies propres : Indice S&P Global Clean Energy Transition, Indice NASDAQ Clean Edge Green Energy Total Return, Indice WilderHill Clean Energy TR, Indice MSCI Global Low Carbon Energy TR Net, Indice MSCI ACWI New Energy Filtered Net USD et Indice Solactive Clean Energy.

Pour le solaire : Indice Solactive Solar et Indice MAC Global Solar Energy.

Pour l'éolien : Indice Solactive Wind Energy, Indice ISE Global Wind Energy, Indice WilderHill Wind Energy.

Pour les VE : Indice STOXX Global Electric Vehicles and Driving Technology, Indice Solactive.

Autonomous & Electric Vehicles, Indice Solactive Battery Value-Chain, Indice Nasdaq Global Future Mobility et Indice Fidelity Electric Vehicles and Future Transportation.

Pour l'eau : Indice S&P Global Water, Indice NASDAQ OMX US Water Total Return, Indice NASDAQ OMX Global Water Total Return, Indice S&P Gb Water USD Net Total Return, Indice Solactive Global Clean Water Industry, Indice International Securities Exchange Water Total Return.

Les émissions d'entreprise ont diminué, principalement en raison du ralentissement de l'activité d'émission d'obligations des marchés développés. Les obligations d'entreprise des marchés émergents ont toutefois partiellement compensé cette baisse grâce à une forte activité d'émission d'obligations vertes en faveur du financement de la transition. La région APAC arrive en tête du classement mondial des nouveaux émetteurs, une tendance qui devrait se poursuivre en 2026, favorisée par une normalisation et une transparence accrues.

En 2025, plus de 20 obligations vertes conformes au règlement sur la norme européenne d'obligation verte (EuGBS) ont été émises, dont une obligation souveraine. Lorsque le règlement s'appliquera aux fonds jusqu'ici exemptés durant la période de transition, il devrait favoriser une plus grande harmonisation des informations à divulguer et un meilleur alignement sur la taxonomie de l'UE. ●



2. Trois thèmes clés

- Climat – Accent mis sur les risques physiques
- IA – Utilisation de l'énergie et responsabilité
- Défense – Investir ou non, et comment ?

Climat – Accent mis sur les risques physiques

La décarbonation de l'économie mondiale ne progresse pas assez rapidement pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Les émissions de carbone continuent d'augmenter avec la hausse des revenus, les gains d'efficacité énergétique ne suffisant pas à compenser cette tendance. En 2026, l'attention devrait se déplacer de la prévention vers la préparation face aux impacts physiques et économiques du réchauffement climatique. Le coût de l'inaction pourrait atteindre 11 à 27 % du PIB mondial cumulé, alors qu'un investissement de seulement 1 à 2 % suffirait à contenir le réchauffement en dessous de 2 °C.³

BCG et l'Université de Cambridge estiment qu'une augmentation de 3 °C à l'horizon 2100 pourrait réduire la production économique cumulée de 15 à 34 %. En Europe, les pertes annuelles moyennes imputables au réchauffement climatique se sont élevées à 44,9 milliards d'euros (0,2 % du PIB) entre 2020 et 2024, enregistrant une augmentation de 54 % de la moyenne mobile sur 30 ans depuis 2009. Les inondations ont causé 47 % de ces pertes, les tempêtes 27 % et les vagues de chaleur 18 %. Les risques sont répartis de manière inégale et ne se limitent pas aux marchés émergents : La Slovaquie, la Suisse, le Luxembourg, l'Espagne et l'Italie affichent les coûts par habitant les plus élevés d'Europe.

Les risques physiques touchent un type d'entreprises distinct de celui exposé aux risques de transition, ce qui nécessite une recherche plus ciblée. Chez Robeco, il s'agit d'une priorité tant pour la recherche que pour l'actionnariat actif. Nous entretenons déjà un dialogue avec les entreprises sur les risques climatiques, notamment avec les services aux collectivités qui effectuent des évaluations au niveau des sites et avec les détaillants qui évaluent les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement. Le dialogue actionnarial sur ce sujet devrait s'intensifier.

L'adaptation au réchauffement climatique présente à la fois des opportunités d'investissement et des risques. En 2026, les investisseurs devraient s'intéresser aux entreprises actives dans le domaine des solutions fondées sur la nature, de la reconstruction des défenses maritimes, de la purification de l'air, des réfrigérants et des produits pharmaceutiques destinés à lutter contre les maladies liées au climat. Les entreprises résilientes face au réchauffement climatique dans les régions à haut risque joueront également un rôle essentiel.

IA – Utilisation de l'énergie et responsabilité

L'essor de l'IA a engendré une forte augmentation de la consommation d'énergie dans les centres de données hyperscale, ce qui représente un défi pour les efforts de décarbonation au niveau mondial. En 2024, les centres de données représentaient environ 1,5 % de la consommation électrique mondiale, et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que cette part doublera pour atteindre 3 % (945 TWh) d'ici 2030, avec un risque de triplement des émissions. Bien que les énergies renouvelables soient la source d'énergie qui connaît la croissance la plus rapide pour les centres de données, la demande de gaz naturel et de charbon augmente également. Après 2030, les petits réacteurs modulaires pourraient fournir une énergie de base à faibles émissions, mais pour l'instant, les grandes entreprises s'engagent à recourir à 100 % d'énergie renouvelable et à suivre des trajectoires « Net Zéro ».

3. Too Hot to Think Straight, Too Cold to Panic: Landing the Economic Case for Climate Action with Decision Makers, BCG et Université de Cambridge, Mars 2025.

Cependant, toutes les stratégies d'approvisionnement en énergies renouvelables ne réduisent pas de la même manière les émissions à l'échelle du système. Pour réduire de manière crédible les émissions de CO₂, les centres de données devraient adopter une stratégie d'énergie totalement décarbonée (CFE) 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, en suivant la consommation d'énergie propre sur une base horaire plutôt qu'annuelle. Les recherches montrent que la CFE 24/7 génère de réelles réductions d'émissions grâce à l'additionnalité des investissements, contrairement aux approches volumétriques ou fondées sur les émissions, encore courantes aujourd'hui. Le Guide Scope 2 du GHG Protocol préconise également une CFE 24/7. Avec la révision des normes comptables, les stratégies offrant une véritable additionnalité pourraient générer des avantages compétitifs et accroître les parts de marché au cours des trois à cinq prochaines années, surtout lorsque les normes de reporting et les incitations clients s'aligneront.

Cette transformation du secteur oblige les investisseurs durables à réévaluer les entreprises dont les modèles économiques évoluent. Les méthodologies traditionnelles reposent sur des données historiques, alors que les modèles prospectifs doivent refléter les attentes futures. Chez Robeco, nous avons adapté notre méthodologie pour évaluer l'alignement sur les objectifs de l'Accord de Paris en ajustant l'intensité des émissions de l'année de référence et les évaluations de crédibilité, offrant ainsi une vision plus réaliste du potentiel « Net Zéro » d'ici 2050.

Malgré la croissance à deux chiffres de la demande d'énergie liée à l'IA, son empreinte globale reste faible par rapport à celle d'autres secteurs énergivores. Au-delà des 12 prochains mois, l'évaluation de la durabilité s'étendra également à l'« IA responsable ». Les clients sont de plus en plus attentifs à l'alignement éthique et aux droits de l'homme. Nous encourageons les entreprises à formaliser des principes d'IA qui favorisent l'inclusion, l'équité et la transparence. Face à des évolutions réglementaires telles que la loi européenne sur l'IA, nous évaluons l'état de conformité des entreprises, y compris la gestion des risques et la surveillance humaine dans les applications à haut risque.

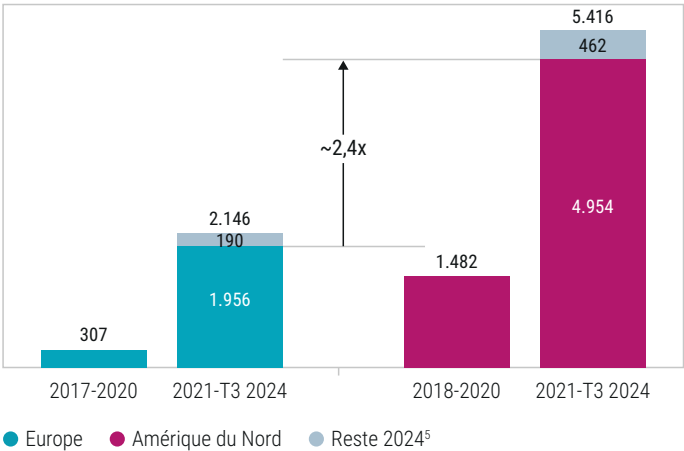
L'IA apporte également des contributions positives aux objectifs environnementaux et sociaux. Elle permet de dégager des modèles dans les données environnementales, d'améliorer l'analyse de la santé et de relever des défis complexes comme le réchauffement climatique. Nous recherchons activement des entreprises qui utilisent l'IA pour faire progresser les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies.

Si de nombreuses entreprises ont adopté des principes d'IA éthique, la transparence de leur mise en œuvre reste faible. Les informations publiquement disponibles sont souvent peu claires sur les mécanismes de gouvernance encadrant un développement responsable de l'IA. Nous poursuivons le dialogue avec les entreprises afin d'améliorer les pratiques, d'évaluer leur préparation réglementaire et de soutenir l'intégration de l'IA dans le développement durable, en veillant à ce que l'innovation ait un impact positif sur la société et l'environnement.

Défense – Investir ou non, et comment ?

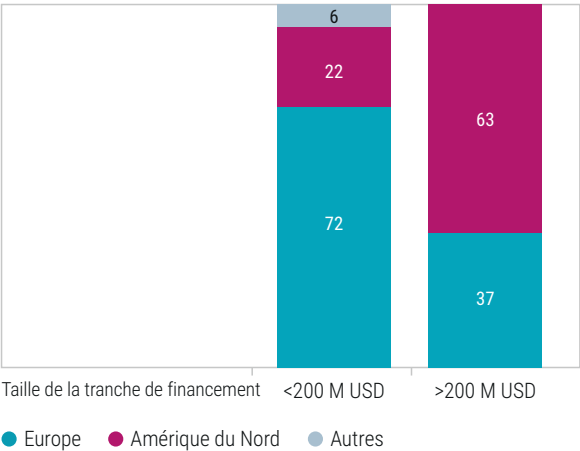
En juin, l'OTAN a relevé son objectif de dépenses de défense de 2 % à 5 % du PIB au cours de la prochaine décennie. Alors que les investisseurs durables ont traditionnellement évité les industries de défense en raison des préoccupations liées aux violations des droits de l'homme, 1,5 % de cet objectif est destiné à la résilience nationale, couvrant la cybersécurité, le maintien de l'ordre et les infrastructures. Cela élargit la chaîne de valeur liée à la défense, créant des opportunités de croissance compatibles avec les valeurs durables et, dans certains cas, contribuant positivement au développement durable.

Graphique 6 : Volume total des opérations de capital-risque pour les start-up européennes et américaines des technologies de défense (en millions de dollars US)⁴



Source : Analyse de McKinsey, à partir des données de PitchBook, Inc.

Graphique 7: Sources de financement des start-up européennes des technologies de défense, par siège de l'investisseur (en %)



Source : Analyse de McKinsey, à partir des données de PitchBook, Inc. Septembre 2024. Remarque : Prise en compte de toutes les tranches de financement enregistrées entre 2016 et le troisième trimestre 2024

Au cours de l'année à venir, nous anticipons davantage de précisions sur les industries et régions qui profiteront en premier d'une hausse des dépenses. L'Allemagne et la Norvège prévoient d'augmenter leurs budgets de défense en 2025 et d'atteindre cet objectif rapidement, tandis que l'Espagne, la Belgique et la Slovaquie demeurent prudentes. Les opportunités d'investissement couvrent différentes classes d'actifs : les entreprises publiques dans le domaine des technologies de sécurité (au-delà des acteurs évidents), les obligations d'État lorsque les États membres de l'UE émettent de la dette et les marchés privés. McKinsey a notamment fait état d'une augmentation de 500 % du nombre de start-up spécialisées dans les technologies de la défense entre 2021 et 2024 par rapport aux trois années précédentes. Les États-Unis devancent actuellement l'Europe en termes d'activité des start-up et d'engagement des investisseurs.⁶

En conséquence, pour 2026, nous nous attendons à ce que les fonds durables revoient leurs politiques d'exclusion pour refléter l'évolution du paysage de la défense, la majorité communiquant ces changements directement aux clients plutôt que publiquement, afin d'éviter toute mauvaise interprétation. En réalité, tous les investisseurs durables resteront vigilants dans ce secteur, et de nombreux investisseurs traditionnels continueront d'éviter les produits qui ne respectent pas les normes internationales, telles que le Pacte mondial des Nations unies, en particulier les armes ABC (mines antipersonnel, armes biologiques/chimiques et armes à sous-munitions). Cette évolution n'est pas uniquement mue par le profit : le secteur de la défense englobe désormais un éventail plus large d'industries, permettant des évaluations éthiques plus nuancées et des approches d'investissement mieux informées sur ce sujet sensible. ●

4. Comprend les investisseurs en capital-risque, les incubateurs, les business angels et autres formes de financement par capital-risque ; exclut le capital-investissement et les financements d'entreprise.
5. Sur la base de données disponibles uniquement jusqu'en novembre 2024.
6. <https://www.mckinsey.com/industries/aerospace-and-defense/our-insights/european-defense-tech-start-ups-in-it-for-the-long-run>

3. Ce qui nous attend en 2026

Ces perspectives de l'ID sont modérées sur tous les fronts alors que 2026 se profile à l'horizon. À l'heure où nous écrivons ces lignes [novembre 2025], la COP 30 est en cours au Brésil. Elle se concentre sur la mise en œuvre des engagements climatiques et sur l'avancement de l'objectif de financement climatique de 1 300 milliards de dollars pour les pays en développement. L'adaptation au réchauffement climatique gagne en importance, au même titre que l'atténuation de ses effets, et définit les priorités des gouvernements, des entreprises et des investisseurs durables. Toutefois, la participation des investisseurs est plus faible cette année en raison de problèmes logistiques et de pressions sur les coûts, ce qui encourage à privilégier les activités ayant un impact direct sur les clients.

● Saison des votes

Au cours de la prochaine saison des votes, la gouvernance d'entreprise dominera le paysage des procurations aux États-Unis en raison de la polarisation croissante sur les questions environnementales et sociales (E&S), des nouvelles lignes directrices de la SEC permettant aux entreprises d'exclure les propositions E&S et des évolutions juridiques affaiblissant les droits des actionnaires. Les premiers indicateurs suggèrent que les entreprises américaines pourraient suivre l'exemple du programme de vote d'Exxon pour les actionnaires individuels, qui permet un vote automatique aligné sur le conseil d'administration afin d'atteindre le quorum et de réduire les coûts. L'environnement dans lequel évolue un investisseur actif aux États-Unis est difficile. Certains seront découragés, comme en témoignent l'augmentation du nombre de départs de l'initiative « Net Zero Asset

Managers » cette année et la réduction très récente des engagements attendus des signataires.

Ailleurs, en Corée du Sud, la saison des procurations 2026 continuera à se concentrer sur l'allocation du capital et la réforme de la gouvernance, avec une intensification du militantisme actionnarial ciblant les structures de capital inefficaces et la responsabilité du conseil d'administration. Aussi, l'IA responsable gagne du terrain à l'échelle mondiale. Les propositions d'actionnaires sont amenées à se multiplier, réclamant un renforcement de la supervision des conseils d'administration, de la transparence et des garanties éthiques, dans un contexte marqué par un examen réglementaire et des préoccupations liées aux biais, à la désinformation et aux risques réputationnels.

● Réglementation ID

Du côté réglementaire, les avancées récentes se font plus lentes et restent essentiellement graduelles. Parmi les points clés à venir, citons la révision par l'UE du règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR), qui pourrait redéfinir la catégorisation des produits, améliorer les indicateurs sur les principales incidences négatives (PAI), introduire des garanties contre l'écoblanchiment et

améliorer l'alignement sur la directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD) et sur la taxonomie de l'UE. Aux États-Unis, la règle de la SEC en matière de divulgation d'informations sur le climat adoptée en 2024 est actuellement suspendue en raison d'un litige et pourrait être abrogée. Toutefois, les mandats au niveau des États, comme celui de la Californie, continueront à favoriser la transparence en matière de climat.

● Tendances sectorielles

Dans tous les secteurs, une approche d'intégration des critères ESG identifie à la fois les risques et les opportunités. Dans le domaine de l'énergie et des services aux collectivités, les technologies d'énergie renouvelable et la demande d'énergie induite par l'IA profiteront aux industries du nucléaire et des équipements électriques. Dans la santé, la loi « One Big Beautiful Bill Act » (entrée

en vigueur le 1er janvier) devrait près de doubler le nombre de personnes non assurées, ce qui alourdira la charge des soins non remboursés pour les entreprises dépendant des paiements liés à Medicaid et à l'Affordable Care Act. Cette situation comporte des risques financiers et menace l'accès aux soins, en particulier dans les zones rurales et à faibles revenus.

● Trajectoire de résilience à long terme

Malgré les gros titres sur le « sentiment anti-ESG », la trajectoire à long terme de la finance durable reste inchangée. Il s'agit moins d'un recul que d'une correction, sans remise en cause significative des convictions ou des soutiens fondamentaux. En ce moment, la finance durable tient la note : elle préserve ses valeurs et engagements fondamentaux, même lorsque le tempo change et que l'harmonie est mise à l'épreuve.

Si la réticence demeure dans certaines régions et sur certains aspects de l'ID, l'attente croissante que les

investisseurs durables présentent un raisonnement clair — qui tient compte des implications sur les performances de l'intégration d'objectifs et de valeurs d'impact dans leurs décisions — ne peut que renforcer les arguments en faveur de l'investissement durable. Le maintien d'une approche fidèle à nos convictions en matière d'investissement à long terme renforce la pertinence et la résilience de l'investissement durable : il s'appuie non sur des effets de mode, mais sur la science et des principes pérennes. ●

Informations importantes – Capital assujetti à un risque

Ces informations se réfèrent uniquement à des informations générales sur Robeco Holding B.V. et/ou ses sociétés liées, affiliées et filiales, (« Robeco »), l'approche, les stratégies et les capacités de Robeco. Cette communication marketing est exclusivement destinée aux investisseurs professionnels, au sens d'investisseurs considérés comme clients professionnels, qui ont demandé à être traités comme tels ou qui ont été autorisés à recevoir ce type d'informations conformément à toute loi applicable. Sauf indication contraire, les données et informations rapportées proviennent de Robeco, sont, à la connaissance de Robeco, exactes au moment de la publication et sont fournies sans garantie d'aucune sorte. Toute opinion exprimée est uniquement celle de Robeco. Elle ne constitue pas une déclaration factuelle, elle est susceptible d'être modifiée et ne constitue en aucun cas un conseil d'investissement. Ce document a pour seul but de donner un aperçu de l'approche et des stratégies de Robeco. Il ne remplace pas un prospectus ou tout autre document juridique concernant un instrument financier spécifique. Les données, informations et opinions contenues dans le présent document ne constituent pas et ne peuvent en aucun cas être interprétées comme une offre, une invitation ou une recommandation d'effectuer des investissements ou des désinvestissements

ou une sollicitation d'achat, de vente, de conservation ou de souscription à des instruments financiers ou comme des conseils financiers, juridiques, fiscaux ou de recherche en matière d'investissement ou comme une invitation à en faire tout autre usage. Tous les droits relatifs aux informations contenues dans la présente publication sont et resteront la propriété de Robeco. Le présent document ne peut pas être reproduit ni distribué au public. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite ou publiée sous quelque forme que ce soit ou de quelque manière que ce soit sans la permission préalable et écrite de Robeco. Robeco Institutional Asset Management (n° de registre 24123167) est une société de gestion de droit néerlandais agréée par l'AFM ayant la libre prestation de service en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Les informations clés et prospectus sont disponibles sur www.robeco.com/fr.

Suisse

Robeco Suisse SA dispose d'une autorisation en tant que gestionnaire de fortune collective délivrée par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

© Q3/2025 Robeco



Consultez le site web de Robeco
pour plus d'informations.